

## DÉPÉNALISATION DE L'ACTE DE GESTION

## Un projet de loi en gestation

**La dépénalisation de l'acte de gestion sera effective en 2009. Selon des sources proches du département de la justice, un projet de loi portant «dépénalisation de l'acte de gestion» est actuellement en préparation. Il sera présenté aux Conseils du gouvernement et des ministres, avant qu'il n'atterrisse sur le bureau de l'Assemblée nationale.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - L'avant-projet de loi en question s'inscrit dans le cadre du processus de réforme entamé depuis 2000 par les pouvoirs publics dans le secteur de la justice.

Ainsi, l'idée de le classer parmi les priorités du processus de réforme de la justice germait depuis quelques années. Mais pour des raisons jusque-là «inexpliquées», «son

entrée en vigueur n'a jamais été effective».

Pour un grand nombre de juristes et autres spécialistes en la matière, «la gestion économique actuelle doit être cadrée par un arsenal juridique reflétant véritablement la réalité du terrain».

«Le passage d'une économie centralisée, voire socialisante, vers une économie libérale basée sur le principe de l'anticipation et

du gain doit être «ceinturé» par un dispositif juridique adéquat. Or, aujourd'hui, une partie de cet arsenal juridique ne reflète pas totalement le contexte gérant de notre économie».

## Des centaines de gestionnaires en prison

Plusieurs départements ministériels, dont celui des finances auraient fait part de leurs propositions dans ce cadre, en plaidant «l'idée de la primauté du code de commerce sur le code pénal lorsqu'il s'agit d'évaluer une gestion d'une entreprise publique, qu'elle soit bancaire ou commerciale».

«C'est la confusion régnant dans l'interprétation et l'application des textes (code de commerce et code pénal) qui est à l'origine de cette situation.

A titre d'exemple, les banques publiques algériennes, étant des sociétés par actions, seuls les détournements et les abus de biens sociaux sont passibles de poursuites pénales, lorsqu'ils sont évidemment portés à la connaissance du parquet par le commissaire aux comptes de l'établissement.

Le code de commerce interdit à tous organes autres que ceux qui sont habilités (P-dg, conseil d'administration, assemblée générale des actionnaires et commissaire aux comptes) de s'immiscer dans la gestion courante de la société ou d'y effectuer des contrôles. Seuls ces organes sont aptes à qualifier une erreur ou une faute



Photo : Samir Sid

## La gestion économique doit refléter la réalité du terrain.

de gestion et à saisir la justice en cas de malversation flagrante d'un ou plusieurs gestionnaires de l'entreprise. Or, dans certains cas, des structures extérieures à ces organes s'impliquent et n'hésitent pas à qualifier de «crime» un acte de gestion», explique-t-on.

## Abrogation des lois scélérates

A ce propos, il est important de rappeler que des centaines de cadres gestionnaires ont été poursuivis en justice ou condamnés pour des peines de prison ferme, «pour avoir pris des risques de gestion». Comme il est à rappeler que les cadres «touchés» par cette mesure ne se sont pas que les seuls banquiers. Des responsables d'entreprises publiques ont été également traduits

devant la justice pour des chefs d'inculpation se rapportant à des actes de gestion.

«Très souvent, un cadre d'un établissement public est mis en prison pour ne pas avoir accusé un déficit de moins de 100 000 dinars dans sa gestion quotidienne, alors que seule une sanction interne suffirait».

Pour lutter contre la corruption, le président Bouteflika avait martelé, à maintes reprises, sa volonté de doter le pays d'un arsenal juridique susceptible d'éradiquer le fléau. Une nouvelle loi a vu le jour en 2006.

Il s'agit de la loi relative à la prévention et la lutte contre la corruption.

Mais pour un grand nombre d'observateurs, «l'opération telle que menée aujourd'hui est assi-

milée à une véritable chasse aux sorcières, voire à un règlement de comptes qui ne dit pas son nom». La solution ? «Il est impératif d'adapter l'arsenal juridique en question au contexte économique.

L'acte de gestion n'étant toujours pas dépénalisé dans notre pays, le risque pour un dirigeant d'une banque publique de finir en prison des suites d'une décision managériale qui aurait tourné au désavantage de son établissement est bien réel.

Pour cela, il est important que l'Etat procède à l'abrogation des lois scélérates héritées des années 80, d'autant que le code pénal modifié en juin 2001 avait pour objectif, selon ses concepteurs, de rendre la justice plus humaniste».

A. B.

## BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

## Lycée Saïd-Zerrouki : fausse alerte à la bombe

Le lycée Saïd-Zerrouki, le plus ancien et le plus grand établissement secondaire de la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj, a vécu un moment de panique, dans la matinée de jeudi, en raison d'une fausse alerte à la bombe.

En fait, tout a commencé par la découverte d'une boîte de conserves traversée par des fils électriques, reliée à deux boîtes de yaourt munies d'un alternateur et d'un circuit intégré, dans les toilettes des filles, par une élève qui a aussitôt avisé l'administration du lycée.

La nouvelle s'est répandue telle une traînée de poudre parmi les 1 300 lycéens et la cinquantaine d'enseignants que compte cet établissement. Heureusement que le proviseur et le staff administratif étaient là pour contrôler la situation en appelant au calme puis en évacuant la foule, avant d'alerter la police et la gendarmerie dont des brigades spécialisées s'étaient déplacées sur les lieux pour constater qu'il s'agit d'une farce dont on ignore les auteurs.

Saâdène Ammara

## LE COMPLEXE SIDÉRURGIQUE D'EL-HADJAR RISQUE LA FERMETURE

## Plus de 7 000 ouvriers menacés par le chômage

**La baisse de la demande en métal a provoqué une diminution de la production au niveau du complexe sidérurgique d'El-Hadjar d'Annaba, que le géant indien Arcelor Mittal avait acquis en 2001. Plus de 7000 ouvriers risquent ainsi d'être mis en chômage technique pour une période indéterminée, selon l'information rapportée hier par notre confrère Akher Saâ.**

**Lyès Menacer - Alger (Le Soir)** - La crise financière mondiale ne serait pas la seule raison à provoquer cette baisse de la production. D'autres facteurs, intervenus ces derniers temps, auraient causé l'annulation d'une importante demande en métal, estimée à 10 millions de dollars américains.

Une baisse des approvisionnements en matière première et des problèmes techniques sont en fait à l'origine de la perturbation du rythme de travail de cet immense complexe. Des sources citent des actes de

sabotage commis pour faire pression sur la direction de l'entreprise et la pousser carrément à revoir sa présence en Algérie. Les 7 000 ouvriers qu'emploie Arcelor Mittal ont ainsi perçu leurs salaires pendant deux mois au moment où le complexe n'a rien produit. Dans le milieu des employés, on parle de pénalités de retard qu'Arcelor Mittal devrait régler pour des commandes non honorées.

Des entreprises étrangères ayant passé commande auprès du complexe d'El-Hadjar ont ainsi annulé



## Baisse des approvisionnements et problèmes techniques en sont la cause.

leurs contrats et ont fait perdre à Arcelor Mittal des millions de dollars, ajoute le journal précité. Cette situation a ainsi provoqué un

étranglement au sein de l'entreprise, qui espérait maintenir son niveau, bien que faible, de production et garder une clientèle de plus

en plus soumise à la persistance de la crise financière mondiale. La direction du complexe aurait tenu, à la fin de la semaine dernière,

une réunion d'urgence afin de trouver une solution à un problème qui risque d'entraîner la faillite.

La décision de réduire les prix de plus de moitié aurait été prise par la direction du complexe au terme de cette réunion, ce qui risque d'aggraver la situation, estime-t-on.

Or, rien ne peut se faire sans l'implication de l'autre partenaire, l'Etat, qui détient 30% des actions de l'entreprise. Une réunion avec des représentants du gouvernement est ainsi prévue dans les prochains jours, ajoutent les mêmes sources. Il convient de rappeler qu'Arcelor Mittal, le géant indien dans le domaine de la sidérurgie, s'est vu contraint de fermer 13 centres de production de métal, implantés en Europe.

L. M.